

Commission/Forum: Forum citoyen sur le travail

Sujet: Le monde du travail, entre mondialisation et fragmentation

Membres de l'État-major: Aitana Fernández & Benedek Torok

Position : Co-présidents



Introduction

Dans un monde en perpétuelle mutation, où les avancées technologiques et la mondialisation redéfinissent sans cesse les contours de l'activité professionnelle, l'émergence d'un Forum citoyen sur le travail apparaît comme une nécessité impérieuse. Face à l'impuissance relative des États, qui se trouvent souvent démunis pour encadrer un marché du travail en rapide évolution, ce forum propose de repenser collectivement les normes du travail. Il vise non seulement à accompagner les transformations induites par l'intelligence artificielle et l'essor d'une nouvelle vague d'emplois, mais aussi à promouvoir l'égalité de genre dans tous les secteurs professionnels.

Au cours des dernières décennies, le monde du travail a connu des transformations radicales. La mondialisation, les innovations technologiques et les crises économiques successives ont modifié les équilibres traditionnels entre employeurs, travailleurs et pouvoirs publics. Ces changements ont engendré une incertitude permanente quant à l'avenir des emplois traditionnels et à la stabilité des conditions de travail. D'une part, la mondialisation a rendu les économies de plus en plus interdépendantes. Les entreprises opèrent désormais sur un marché mondial, ce qui les pousse à rechercher en permanence des moyens de réduire leurs coûts, notamment par la délocalisation ou l'optimisation des processus de production. Cette dynamique entraîne une concurrence accrue et une pression constante sur les salaires et les avantages sociaux, au détriment souvent des travailleurs. D'autre part, les avancées technologiques, notamment l'intelligence artificielle, ont bouleversé les pratiques professionnelles.

Si l'automatisation permet d'augmenter la productivité et de créer de nouveaux métiers, elle induit également la disparition de certaines fonctions autrefois indispensables. Dans ce contexte, l'incertitude quant à l'avenir des emplois se conjugue à une nécessité d'adaptation rapide, tant pour les individus que pour les institutions chargées de réguler ces

transformations. Enfin, les crises économiques, sanitaires et écologiques récentes – qu’il s’agisse de la crise financière de 2008, de la pandémie de COVID-19 ou de l’urgence climatique – viennent complexifier encore davantage la situation. Ces crises révèlent les limites des politiques traditionnelles et soulignent la difficulté pour les États d’anticiper et de répondre aux besoins d’un marché du travail en constante évolution. Face à ces enjeux multiples, l’idée d’un Forum citoyen sur le travail se présente comme une réponse innovante et démocratique, capable de réunir l’ensemble des acteurs concernés pour élaborer des solutions adaptées aux défis contemporains.

Le forum citoyen permet la participation active des individus dans des thèmes qui les touchent personnellement. Dans le forum citoyen la diversité des individus permet d’apporter différents points de vue, d’expériences, et de statuts. Les citoyens peuvent prendre la parole, débattre et proposer des solutions de progrès sociale qui bénéficient le plus grand nombre. Les lois et réglementations qui entourent le travail sont différentes par pays, la réunion des citoyens nous permettra de comprendre comment le travail a évolué dans le monde. À travers du forum des idées, convictions et des recommandations pour réduire les inégalités seront développés et proposées aux décideurs politiques qui s’en inspireront.

L’intelligence artificielle fait sa place dans le monde du travail.

L’intelligence artificielle (IA) occupe aujourd’hui une place centrale dans la transformation des métiers et des processus de production. En automatisant des tâches répétitives et en optimisant la gestion des données, l’IA promet de révolutionner le fonctionnement des entreprises. Cependant, cette révolution technologique soulève également de nombreux défis en termes de reconversion professionnelle, de formation et de répartition des richesses. L’automatisation, rendue possible par l’IA, a permis à de nombreuses entreprises d’améliorer leur efficacité et leur compétitivité. Pourtant, cette automatisation peut aussi conduire à la disparition de certains métiers, notamment ceux qui reposent sur des tâches répétitives et peu qualifiées.

Le risque d’un chômage technologique est réel, et les travailleurs dont les compétences ne s’adaptent pas aux nouveaux outils se trouvent en danger. Si l’IA supprime certaines fonctions, elle en crée également de nouvelles, nécessitant des compétences spécifiques et une formation adaptée. Des métiers dans le domaine de la data science, de la cybersécurité

ou de la maintenance des systèmes automatisés émergent, offrant de nouvelles opportunités pour ceux qui savent se former et évoluer.

Cependant, cette dynamique exige une mise à jour permanente des savoir-faire et une adaptation des cursus éducatifs, afin que les travailleurs puissent rester compétitifs et tirer profit des avancées technologiques. L'essor de l'IA, en concentrant les gains de productivité entre les mains des grandes entreprises et des investisseurs, risque d'exacerber les inégalités économiques. Tandis que certains bénéficient d'un revenu attractif et de conditions de travail améliorées grâce aux technologies, d'autres se retrouvent précarisés, sans accès à la formation ou aux nouvelles opportunités

Les inégalités face au travail

- Les inégalités de revenus constituent l'un des aspects les plus visibles des inégalités face au travail. À compétences et qualifications égales, tous les individus ne perçoivent pas la même rémunération, en raison de facteurs tels que le genre, l'origine sociale ou géographique, ou encore le type de contrat. Certains secteurs valorisent davantage le travail que d'autres, tandis que les emplois précaires ou à temps partiel, souvent occupés par des femmes ou des jeunes, offrent des revenus bien inférieurs. Cette répartition inégale des revenus contribue à creuser les écarts de niveau de vie et limite l'égalité des chances.

Le monde est suspendu à la guerre des tarifs douaniers. Les États-Unis souhaitent la création d'emploi sur son territoire afin de relancer l'économie, les grandes sociétés et les grands patrons souhaitent continuer à profiter de production à bas coûts. Pourquoi ? Les salaires bas, les lois du travail peu contraignantes, des gouvernements peu regardant sur les droits humains et par extension le droit des travailleurs.

L'Europe a progressivement délaissé la production industrielle, laissant les pays émergents, comme la Chine, s'emparer du secteur manufacturier. En échange d'un accès à la technologie, la Chine a proposé des tarifs avantageux. De leur côté, les États-Unis et l'Europe se sont tournés vers les services, où les emplois requièrent un haut niveau de qualification. Cette évolution a créé une structure du marché du travail en forme de pyramide étroite, avec une majorité de travailleurs surqualifiés, revendiquant des salaires plus élevés et davantage d'équité.

- Les nouvelles générations en Europe cherchent à acheter à des entreprises équitables, consomment de plus en plus de « la seconde main » et commencent à économiser plus tôt. Ils ne voient pas le travail comme une fin en soi mais un moyen de vivre selon leurs principes.

Les 1% les plus riches ne font plus rêver, le marché du travail doit prendre en compte ces nouvelles réalités et s'adapter aux demandes des consommateurs et des nouveaux travailleurs qui recherchent une meilleure répartition des richesses et du travail.

- OIT: "Rapport mondial sur les salaires 2024-25"

<https://www.ilo.org/sites/default/files/2024>

L'article est une source incontournable pour comprendre les dynamiques mondiales du travail, surtout les inégalités salariales, la précarisation des emplois et l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Vous y trouverez des données mondiales faciles à comparer, des exemples multiples, une analyse qui montre comment les riches s'enrichissent sur le dos des travailleurs et des solutions face à ses injustices.

- OXFAM: "La loi du plus riche Pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités"

<https://oxfamilibrary.openrepository.com>

À partir de cette ressource vous pourrez apprendre sur les inégalités salariales et l'exploitation économique car elle révèle des mécanismes systémiques qui profitent aux plus riches en appauvrissant les plus pauvres. Elle se focalise sur des thèmes tels que l'exploitation salariale, les surprofits en temps de guerre, l'optimisation fiscale et plus du point de vue des travailleurs. L'étude propose des solutions dont vous pouvez vous inspirer pour vos résolutions.

Inégalités Nord-Sud

- Les inégalités entre les pays du Nord (pays développés) et du Sud (pays en développement ou émergents) restent l'un des défis majeurs de la mondialisation. Héritées en partie de l'histoire coloniale, ces inégalités se traduisent par des écarts profonds en termes de richesse, d'accès à l'éducation, aux soins, à la technologie, et surtout à un travail digne et rémunérateur. Dans ce contexte, certains phénomènes

aggravent encore cette fracture, comme la fuite des cerveaux ou les inégalités de genre, qui touchent plus durement les pays du Sud.

- La fuite des cerveaux désigne le départ de travailleurs qualifiés, souvent jeunes et diplômés, vers les pays du Nord en quête de meilleures conditions de vie, de salaires plus élevés et de perspectives professionnelles plus valorisantes. Médecins, ingénieurs, chercheurs, informaticiens quittent ainsi leur pays d'origine, où les opportunités sont rares, les infrastructures parfois défailtantes, et les rémunérations faibles. Pour les pays du Sud, ce phénomène représente une perte considérable de capital humain. Ils investissent dans la formation de leurs élites, souvent avec des ressources limitées, pour ensuite voir ces talents contribuer au développement économique des pays riches. À court terme, cela prive les pays d'origine de compétences essentielles dans des secteurs clés comme la santé ou l'éducation. À long terme, cela entretient une forme de dépendance structurelle vis-à-vis du Nord et freine leur développement autonome. Certes, les diasporas peuvent parfois soutenir leur pays d'origine via les transferts de fonds ou des projets collaboratifs. Mais cela ne compense pas l'ampleur de la perte. De plus, les politiques migratoires des pays du Nord favorisent souvent l'accueil des plus qualifiés, rendant les flux encore plus déséquilibrés
- Ces inégalités Nord-Sud ne sont pas inéluctables. Elles résultent de choix politiques, économiques et sociaux qui peuvent être repensés. Encourager le développement local, investir dans les infrastructures éducatives et de santé, valoriser les talents sur place, soutenir l'entrepreneuriat féminin et créer des accords de coopération plus justes sont des pistes possibles pour réduire les écarts. Les pays du Nord ont aussi une responsabilité dans la gestion des flux migratoires : ne pas se contenter d'attirer les talents, mais participer à un développement équilibré avec les pays du Sud. Cela passe par des partenariats équitables, une meilleure reconnaissance du travail féminin et un effort collectif pour limiter l'exploitation sous toutes ses formes.

De nouvelles conditions de travail

La digitalisation et l'essor des plateformes numériques à cause de la pandémie de Covid-19 ont favorisé le développement du travail indépendant et du freelancing, créant ainsi des formes d'emploi souvent plus flexibles mais également plus précaires. Les plateformes numériques ont transformé le secteur de l'emploi en facilitant la mise en relation entre prestataires de services et clients. Ce modèle, au cœur de l'économie collaborative, permet une grande flexibilité dans l'organisation du travail et ouvre des perspectives d'emploi à un large public. Cependant, l'absence de cadre juridique solide expose les travailleurs à des situations de précarité et d'insécurité, notamment en termes de protection sociale et de droits du travail. La flexibilité offerte par ces nouveaux modes d'emploi est souvent présentée comme une opportunité d'autonomie et de liberté. Pourtant, cette même flexibilité peut se transformer en une source d'instabilité. Pour beaucoup de travailleurs, l'absence de contrat fixe, l'incertitude des revenus et le manque de protection sociale constituent autant de défis à relever au quotidien. La multiplication des emplois temporaires, des missions ponctuelles et des contrats à durée déterminée pose la question de la sécurité de l'emploi et des garanties minimales qui devraient être assurées à chaque salarié. Face à ces transformations, il apparaît indispensable de repenser le cadre juridique du travail afin de concilier flexibilité et sécurité.

- OCDE (2023) : "Digitalization and the Future of Work"

https://www.oecd.org/en/publications/teleworking-workplace-policies-and-trust_64cd6e8e-en.html (à télécharger)

Cette source, plutôt favorable à la digitalisation du travail vous permettra de comprendre d'un point de vue mondial quels sont les bénéfices du télétravail. Cette source prend en compte le point de vue des travailleurs grâce à des enquêtes et les présente à travers des graphiques. Il parle ainsi du rôle des gouvernements et les lois qui devraient être mises en place pour un meilleur fonctionnement du travail.

- Arte: La vie "100 % en télétravail" : fin du mirage et retour au bureau ?

https://www.youtube.com/watch?v=m7Q2tl5K_m0&t=244s

Cette vidéo d'ARTE offre une analyse nuancée du télétravail à temps complet, présentant à la fois ses avantages (flexibilité, bien-être) et ses limites (isolement, difficultés managériales). Elle est particulièrement utile car elle expose des perspectives contradictoires : employeurs favorables au retour au bureau pour la cohésion d'équipe, salariés défendant le travail à distance pour son autonomie, et experts apportant des

données objectives. En abordant aussi les évolutions législatives possibles, cette source permet d'anticiper les enjeux futurs du travail hybride.

- Courrier International: "Vu des États-Unis. Tour du monde du télétravail"

<https://www.courrierinternational.com/article/vu-des-etats-unis-tour-du-monde-du-teletravail>

Cet article propose une comparaison internationale des pratiques du télétravail, offrant des perspectives variées selon les pays (États-Unis, Europe, Asie). Il met en avant les écarts culturels et législatifs dans le monde : flexibilité américaine, rigidité française, adoption massive en Scandinavie, ou réticences asiatiques pour des raisons hiérarchiques. Les avantages comme la productivité ou le bien-être et les défis comme l'isolement et le zonage travail/domicile sont analysés à travers des exemples concrets.

- L'ubérisation du travail dans les pays développés désigne le recours croissant aux plateformes numériques (Uber, Deliveroo, Upwork...) qui transforment profondément l'emploi : d'une part, elles offrent une souplesse attractive (indépendance, horaires flexibles), d'autre part, elles génèrent une précarité accrue, avec des revenus instables, pas de protection sociale, et une dépendance aux algorithmes qui fixent les tarifs et conditions. Ces plateformes fragmentent le travail en « micro-tâches », favorisant une concurrence mondiale entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, ce qui provoque une pression à la baisse sur les salaires locales. En l'absence d'un cadre juridique adapté, surtout dans les pays riches, leurs statuts hybrides - ni vraiment indépendants, ni salariés - laissent des millions de « workers » exposés à l'aléa économique, sans accès à la retraite, au chômage ou à la santé.

- Analyse synthétique sur la précarisation et les impacts sociaux de l'ubérisation

<https://www.askatasuna.info/luberisation-de-leconomie-entre-emancipation-et-precarisation-du-travail/?utm>

- The Guardian : "J'ai travaillé dans un entrepôt Amazon. Bernie Sanders a raison de les cibler."

<https://www.theguardian.com>

Cet article est un témoignage des conditions de travail inhumaines dans les entrepôts

d'Amazon comme les salaires misérables, les surveillances algorithmiques, les blessures ou l'épuisement subis par les salariés. De plus, il prouve l'hypocrisie de Jeff Bezos qui s'enrichit à partir du travail des salariés tout en utilisant une stratégie anti-syndicats. Finalement, des actions possibles sont proposées comme l'intervention politique de Bernie Sanders.

L'égalité de genre face au travail.

L'égalité de genre demeure un enjeu majeur dans la transformation du monde du travail. Malgré les progrès réalisés ces dernières décennies, les femmes continuent de se heurter à de nombreux obstacles, allant de l'écart salarial à la sous-représentation dans les postes à responsabilité. Dans ce contexte, intégrer la dimension du genre dans les débats sur l'avenir du travail apparaît comme une nécessité impérieuse. Les statistiques et les témoignages montrent que, dans de nombreux secteurs, les femmes restent défavorisées. Elles sont souvent cantonnées à des postes précaires ou à faible responsabilité, et l'écart salarial entre hommes et femmes reste une réalité préoccupante. De plus, les stéréotypes de genre et les discriminations, parfois subtilement ancrées dans les pratiques de recrutement et de promotion, continuent de limiter les opportunités professionnelles pour les femmes. Pour surmonter ces inégalités, il est essentiel de promouvoir une représentation équilibrée dans tous les niveaux de l'entreprise. Cela passe notamment par la mise en place de politiques favorisant l'accès des femmes aux postes de décision, ainsi que par l'instauration de quotas ou d'autres mécanismes incitatifs. Le Forum citoyen sur le travail, en intégrant systématiquement la question du genre dans ses réflexions, offre un cadre propice à l'élaboration de stratégies concrètes visant à promouvoir une parité réelle et durable.

- OXFAM: "Dans le monde du travail, les inégalités femmes-hommes ont la vie dure" <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes>
Cet article dresse un constat accablant des inégalités persistantes entre les femmes et les hommes sur le marché du travail en France et dans le monde. L'article nous dit que malgré des avancées législatives, les femmes continuent de subir des discriminations systémiques. L'article nous apporte des statistiques et des exemples sur la discrimination vécue par les femmes au travail, ainsi que des pistes d'actions concrètes et des leviers politiques et sociaux pour réduire les inégalités.
- Direction générale du trésor : "La participation des femmes sur les marchés du travail en Asie du Sud" <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles>

Cette étude sur les inégalités de genre en Asie est assez détaillée et inclut plusieurs graphiques et enquêtes sur les inégalités dans le travail. De plus, elle varie les échelles d'étude et analyse l'impact que ces inégalités ont sur l'économie asiatique. La dernière partie de cette étude propose des initiatives et solutions desquels vous pouvez vous inspirer pendant la conférence.

- OIT : “Pour les travailleuses d'Amérique latine et des Caraïbes, le chemin vers l'égalité est long et semé d'embûches” <https://www.ilo.org/fr/resource/news/pour-les-travailleuses-damerique-latine-et-des-caraibes-le-chemin-vers>

Cet article met en lumière les défis persistants auxquels font face les femmes en Amérique latine. L'article souligne des inégalités tels que les écarts salariaux, la surreprésentation, et les obstacles culturels (entre autres) et propose des statistiques pour les représenter. L'article parle des protections légales qui existent et comment il faut les améliorer.

Le travail informel

Le travail informel représente une part essentielle mais souvent négligée de l'économie mondiale, en particulier dans les pays du Sud, où il peut concerner jusqu'à 70 % voire plus de la population active. Il désigne l'ensemble des activités professionnelles exercées en dehors du cadre légal et réglementé, c'est-à-dire sans contrat de travail formel, sans protection sociale, ni accès aux droits fondamentaux comme la retraite, les congés payés ou l'assurance maladie. Cela comprend le travail au noir, le commerce de rue, les services domestiques, la micro-entreprise non déclarée, ou encore les petits boulots urbains précaires. Si le travail informel permet à des millions de personnes de subvenir à leurs besoins dans des contextes marqués par la pauvreté, le chômage ou l'instabilité politique, il est aussi synonyme de grande vulnérabilité : les travailleurs informels sont souvent sous-payés, surexploités, et sans recours en cas de maladie, d'accident ou de licenciement abusif.

Cette forme de travail concerne une grande diversité de profils, mais touche de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les migrants et les ruraux. Les femmes, par exemple, y sont massivement représentées dans les secteurs du travail domestique, du petit commerce ou du textile, souvent sans aucune reconnaissance sociale ou économique. Le travail informel contribue aussi à entretenir les inégalités sociales : les travailleurs informels ne paient pas toujours d'impôts, mais n'ont en retour accès à aucun service public digne de ce nom ; ils sont invisibles dans les statistiques officielles et souvent exclus des politiques publiques. Dans les

pays du Nord, le travail informel existe aussi, bien qu'à moindre échelle, sous forme de travail dissimulé, de services à la personne non déclarés, ou d'activités précaires sur des plateformes numériques, ce qu'on appelle parfois l'économie de gig. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il se développe même dans des économies avancées, où la précarisation du travail pousse de plus en plus d'individus à cumuler plusieurs petits emplois non sécurisés pour survivre.

L'un des grands défis du XXI^e siècle est donc de réduire la part du travail informel, non pas en le supprimant brutalement — ce qui serait irréaliste et injuste — mais en accompagnant une transition progressive vers l'économie formelle. Cela implique de faciliter l'accès à la déclaration des activités, de simplifier les démarches administratives, de garantir un socle minimum de droits pour tous les travailleurs, quel que soit leur statut, et de créer des incitations fiscales et sociales pour formaliser les emplois. Il ne s'agit pas seulement d'un enjeu économique, mais aussi d'un impératif éthique et social : sans reconnaissance, sans protection, et sans droits, des millions de travailleurs resteront exclus du progrès, alimentant des inégalités de plus en plus profondes entre ceux qui bénéficient d'un emploi stable et ceux qui vivent dans l'ombre de l'économie.

Comment mieux former les travailleurs ?

Le marché du travail est confronté à un paradoxe dramatique : d'énormes pénuries dans des secteurs stratégiques (santé, restauration) coexistent avec un chômage de longue durée, reflétant le décalage entre la formation et les besoins. La révolution numérique amplifie ces déséquilibres, en particulier dans les pays en développement où moins de 20 % des travailleurs ont reçu des compétences numériques de base.

Dans le même temps, la méconnaissance des droits fondamentaux (conditions de travail, rémunération) fragilise de plus en plus les travailleurs, notamment dans les métiers à forte tension. Tous ces défis soulignent le rôle fondamental de la formation professionnelle en tant que levier économique et social. Elle doit répondre aux besoins des entreprises, permettre aux salariés de faire face aux changements et garantir le respect de leurs droits. Il est prioritaire de construire un système de formation plus réactif, plus ouvert et plus conforme aux réalités du terrain, pour concilier performance économique et justice sociale.